

On vit ici On reste ici



On vote ici !

(PHOTOThÈQUE ROUGE/GP)

Entre l'offensive de l'extrême droite et la surenchère de la droite « décomplexée », le gouvernement Hollande-Ayrault recule sur toutes les promesses faites par le PS depuis de longues années sur l'égalité des droits.

Pas un jour qui ne nous réserve son lot de petites phrases fielleuses, racistes et xénophobes. Lundi 29 octobre sur Europe 1, Philippe Meunier, député UMP du Rhône, se lâche, en s'indignant contre les mariages bruyants, invitant leurs participants à retourner dans le pays de leurs ancêtres... « Ici, nous sommes en France! » conclut notre matamore. La droite chaque jour un peu plus « décomplexée » après le feu vert donné par Copé et ses pains aux chocolats, prend l'initiative du débat politique sur les questions dites sociétales, volant la politesse à un Front national qui n'en demandait pas tant. Cette polarisation à droite, dans la continuité de la campagne présidentielle menée par Sarkozy, permet aujourd'hui le passage à l'acte de groupes

fascistes tel Génération identitaires n'hésitant pas, comme à Poitiers, à occuper une moquée en construction. Cette action raciste et islamophobe a obtenu la bienveillante compréhension de Marine Le Pen... et du groupe d'extrême droite sioniste Ligue de défense juive qui s'est à maintes reprises illustré par ses attaques contre les militants défendant la lutte du peuple Palestinien en toute impunité. On le voit, le Rubicon est largement franchi, et la question qui devrait se poser à toutes les organisations progressistes, et plus largement à toutes celles et tous ceux qui se réclament des valeurs du mouvement ouvrier, est : comment mettre un coup d'arrêt à ce déferlement raciste, islamophobe et homophobe? Comment contester cette volonté d'hégémonie

idéologique de la droite, nostalgique d'un ordre moral qu'elle tente de restaurer à toute occasion?

Les électeurs de François Hollande, dont beaucoup nourrissent fort peu d'illusions sur son programme économique et social – et la situation actuelle leur a donné raison – étaient en droit d'espérer qu'au moins sur le terrain des libertés publiques et de l'égalité des droits, le gouvernement rose et vert mette en application certaines propositions du candidat socialiste. Las! Entre les rododromes sécuritaires de l'agité de la place Beauvau et les divers reculs dans la mise en place du calendrier législatif du gouvernement, c'est à la poursuite des politiques sécuritaires et

SUITE PAGE 2



(PHOTOThÈQUE ROUGE/MILO)

REGARDS

Les TunisienNEs ne se laisseront pas voler leur révolution! Page 2



(PHOTOThÈQUE ROUGE/MILO)

ACTU

17 octobre 1961, un passé qui nous parle du présent Page 4



ACTU

PSA, le tournant?
Page 5

Agenda

7-8 novembre, quartiers populaires, Clermont-Ferrand.

Justice et Vérité pour Wissam et Tactikollectif organisent deux jours pour les quartiers populaires à Clermont-Ferrand.

Mercredi 7 novembre

- 19 heures, à la fac de lettres, ampli II : « *Quelles expressions pour les quartiers?* », rencontre publique avec un représentant de Justice et Vérité pour Wissam, Laurent Bonelli (sociologue spécialisé dans les questions de sécurité urbaine), Lela Bencharif (élue conseillère régionale EÉLV Rhône-Alpes), Mouss (chanteur de Zebda), Salah Amokrane (militant associatif de Tactikollectif), Tarek Kawtari (fondateur du MIB et du FSQP).

Jeudi 8 novembre

- 18h30, à la coopérative de Mai : projection du film, *Mouss et Hakim, origines contrôlées*, suivi d'une rencontre avec Zebda et Tactikollectif.

À 20h30 : concert de Zebda.

14 novembre, austérité, Europe.

Journée européenne contre l'austérité.

À Paris, manifestation intersyndicale (plus d'infos prochainement).

16 novembre, « Le NPA fait son cinéma », NPA Paris 20°.

Projection du documentaire *Haya, Chronique de la grève de Citroën-Aulnay en 1982* de Claude Blanchet, suivi d'un débat avec, entre autres, Mogniss Abdallah, journaliste et réalisateur. RV à 20 heures au café le Soleil, 136 boulevard de Ménilmontant, M° Ménilmontant, Paris 20°.

17 novembre, manifestation, Notre-Dame-des-Landes.

Appel pour la manifestation de réoccupation, face aux expulsions, contre l'aéroport. Amenez fourches, poutres, planchettes, clous et outils en main... Des informations restent à définir : lieu du rendez-vous, directions pour vous rendre sur le campement la veille. Plus d'infos à venir sur : <https://zad.nadir.org>

22 novembre, Projection sur Thomas Sankara, NPA Paris 18°.

Projection du film documentaire *L'homme intègre* de Robin Shuffield, suivi d'un débat en présence du réalisateur. RV à 20 heures au café « Les Chiffons », 90 rue Marcadet Paris 18° (M° Marcadet).

23-25 novembre, Fête de l'Huma Bretagne, Lorient-Lanester.

Pour la deuxième année consécutive, le NPA est invité à la Fête de l'Huma Bretagne, pour un débat avec les dirigeants nationaux d'EÉLV, du PS et du Front de Gauche sur le thème « *Six mois après les élections, où en est le changement?* »

Le comité NPA du Morbihan accueillera donc avec grand plaisir Christine Poupin le samedi 24 novembre à partir de 16h30. RV au parc des expositions du pays de Lorient-Lanester.



On vit ici, on reste ici, on vote ici !

SUITE DE LA PAGE 1

liberticides que l'on assiste. Le projet de loi sur le mariage gay ne sera ainsi présenté au Parlement qu'en janvier 2013, passablement édulcoré, s'il n'est pas purement et simplement abandonné ou mis aux calendes grecques. La manifestation de Civitas du 18 novembre à Paris contre le mariage gay et contre l'adoption d'enfants par des couples homosexuels, est déjà considérée comme le coup d'envoi de grands rassemblements réactionnaires évoqués par Copé dans son « face à face » avec Fillon.

Mais plus encore que le mariage gay, c'est sur la question du droit de vote pour les étrangers – encore une proposition du candidat Hollande – que la radicalisation de la droite et le rapprochement avec le Front national risquent de s'opérer si ceux-ci ne rencontrent pas sur leur chemin la mobilisation des antiracistes, des antifascistes, et des progressistes. Or, par un manque de courage politique inquiétant, ce gouvernement semble, une fois de plus, tergiverser et n'envisager de présenter ce projet de loi

qu'au mieux... en 2014, autant dire qu'il ne le fera pas. Si on peut entendre l'argument suivant lequel cette loi nécessiterait une modification constitutionnelle, qui ne pourrait être obtenue qu'après un vote majoritaire des 3/5^e du Congrès (chambre des députés + Sénat), l'abandon de l'organisation d'un référendum populaire serait une capitulation idéologique majeure ouvrant une voie royale à la droite et au FN. On peut ne pas gagner les batailles que l'on mène, mais on est sûrs de perdre celles que l'on ne mène pas. Ce n'est qu'en s'appuyant sur la mobilisation de notre camp social et en reprenant le combat antiraciste que l'on pourra reconquérir le terrain abandonné à l'extrême droite. La résistance à « l'air du temps » doit se nourrir des mobilisations telles que celles de Poitiers où une manifestation unitaire s'est déroulée en réaction à l'occupation de la mosquée, ou à Orange en réaction à la tenue d'une convention des identitaires. Il n'y a pas de petites ripostes, toutes ont un sens dans la situation actuelle. Mais il en va de la crédibilité des

anticapitalistes d'être partout à l'initiative pour mettre en place des cadres unitaires antiracistes et antifascistes tant au niveau local qu'au niveau national... L'heure de la contre-offensive est venue!

Alain Pojolat



regards



AHLEM BELHADJ (TAOUS)

Propos recueillis par Dominique Lerouge

Les TunisienNEs ne se laisseront pas voler leur révolution !

Médecin hospitalier et membre de l'UGTT, Ahlem Belhadj est surtout connue comme présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD). Ahlem est simultanément militante trotskyte depuis des années et actuellement membre de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO), une des organisations constitutive du « Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution » qui regroupe notamment l'ensemble des organisations de la gauche radicale et nationaliste arabe. Ahlem était intervenue au congrès de fondation du NPA et à l'Université d'été du NPA en août 2011.

Face à Ennahda, que penser de ceux qui proposent un vaste front allant des anciens bourgeois et bédouins jusqu'à la gauche ?

Plusieurs problèmes se posent avec Ennahda. Il y a d'une part ceux concernant la démocratie et les libertés, mais il y a aussi les problèmes économiques et sociaux, et c'est cela le fond. Si la Tunisie va aussi mal, c'est non seulement parce qu'aucune réponse n'a été apportée aux revendications des couches sociales les plus défavorisées et des couches moyennes, mais qu'au contraire leur situation s'est dégradée avec la politique des néolibéraux d'Ennahda. On assiste à l'augmentation du nombre de chômeurs, qui sont peut-être aujourd'hui 1 million, ainsi qu'à une hausse importante des prix. La vie quotidienne est de plus en plus difficile. Dans différentes régions et secteurs, les gens bougent énormément. Pour cette raison, vouloir réaliser ce type de front contre Ennahda, sans tenir compte de l'aspect économique est un mauvais choix.

Que penser de la présentation d'Ennahda comme d'un « islamisme modéré » ?

Je ne pense pas que cela soit vrai. Nous contestons cette notion même. Ennahda est un mouvement très hétérogène dans lequel se cotoyent extrémistes et modérés. Certes, certains de ses membres sont modérés, mais le projet lui-même n'est pas modéré. Ennahda refuse, par exemple, d'inscrire dans le préambule de la Constitution la référence à l'universel en ce qui concerne les droits humains. Il s'agit d'un message très fort. C'est un repli identitaire religieux qui est très inquiétant, et tous les élus d'Ennahda ont voté cela.

La Tunisie se dirige-t-elle, d'après toi, vers une dictature théocratique à l'iranienne ?

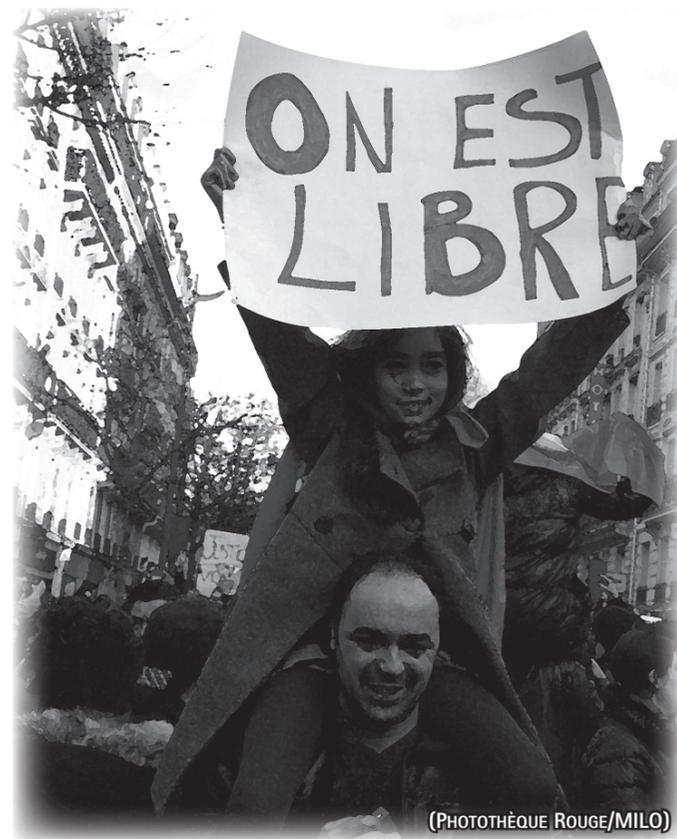
En cas de contre-révolution, le risque serait celui-là. Mais je suis plus optimiste. En effet, le mouvement social est extrêmement important, et nous avons une société réellement en mouvement. Il existe un processus qui a été déclenché bien avant le 14 janvier, et qui est toujours en cours. La preuve en est ce qui se passe de façon quotidienne. Chaque jour, on compte en effet des dizaines sinon des centaines ou même davantage de mouvements sociaux qui touchent tous les secteurs : les salariés, les journalistes, les avocats, les féministes, etc.

Il existe vraiment un réveil citoyen très important, un mouvement social en profondeur qui bouge beaucoup. Rien n'est encore gagné, ni dans un sens ni dans un autre.

Ce qui est certain, c'est la nécessité de réponses concernant les attentes des TunisienNEs, et Ennahda est incapable de les apporter.

Pour cette raison, soit Ennahda va essayer d'imposer une dictature, soit le mouvement va le dépasser. Tout reste ouvert en ce moment, car la mobilisation est aujourd'hui très importante. Reste le facteur international, car la Tunisie n'est pas un pays isolé du reste du monde. En d'autres termes, la révolution continue, c'est une révolution permanente !

La première partie de cet entretien est parue sur : www.europe-solidaire.org/spip.php?article26736, dont des extraits ont été publiés dans *Tout est à nous!* n° 165.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

PSA Le tournant ?

Jeudi 25 octobre, plusieurs centaines de salariéEs étaient rassemblés, avenue de la Grande Armée, à l'appel des organisations syndicales (CGT et SIA), à l'occasion de la réunion du Comité central d'entreprise (CCE) pendant qu'une centaine de salariéEs rencontraient ceux du sous-traitant Faurecia à Méru.

La direction marque des points

La veille, lors du Comité de groupe, le plan d'alliance stratégique entre PSA et GM se concrétisait avec des programmes communs PSA-Opel sur plusieurs segments de gamme. L'objectif est de faire gagner 2 milliards d'euros aux deux constructeurs d'ici cinq ans. Ceci venait après l'annonce des « difficultés » de la filiale bancaire de PSA.

Le rassemblement visait à obtenir du CCE qu'il ne valide pas la possibilité de prêter des salariéEs d'Aulnay à différentes usines du groupe. Autant dire de vider l'usine et de rendre plus difficile les mobilisations. La direction s'est contentée d'intégrer ce point au milieu de l'étude des revendications concernant le reclassement des salariéEs. Présenté par le SIA et la CGT d'Aulnay comme un recul de la direction cela marque surtout la mise au second plan de la bataille contre la fermeture du site, l'interdiction des licenciements et le refus de toute suppression d'emploi. Le risque est grand que les négociations qui s'engagent soient recentrées sur les conséquences de la fermeture du site Aulnay.

Patronat et gouvernement complices

Les contreparties à la garantie de 7 milliards d'euros octroyée à PSA Finances par le gouvernement sont pitoyables. L'engagement de non-versement de dividendes pendant trois ans n'engage que ceux qui y croient, faisant sembler d'ignorer la logique des actionnaires. Cette privatisation de l'argent public est d'autant plus inacceptable qu'elle se fait au profit du groupe Peugeot qui a un trésor de guerre de 12 milliards d'euros. Mais, que dire de l'intégration d'un représentant de la direction et des

salariéEs au conseil de surveillance et de sa féminisation ? Foutage de gueule ! Une actionnaire vaut un actionnaire ; quant à l'action du gouvernement, on est éclairé : après les milliards d'euros prêtés ou distribués par le gouvernement précédent, les primes à la casse généreusement financées par les contribuables, voici maintenant 7 milliards de garantie de l'État à un groupe qui a accumulé les bénéfices et engraisé ses actionnaires pendant des années. Tout cela n'a rien à voir avec l'indispensable contrôle des salariés sur les comptes.

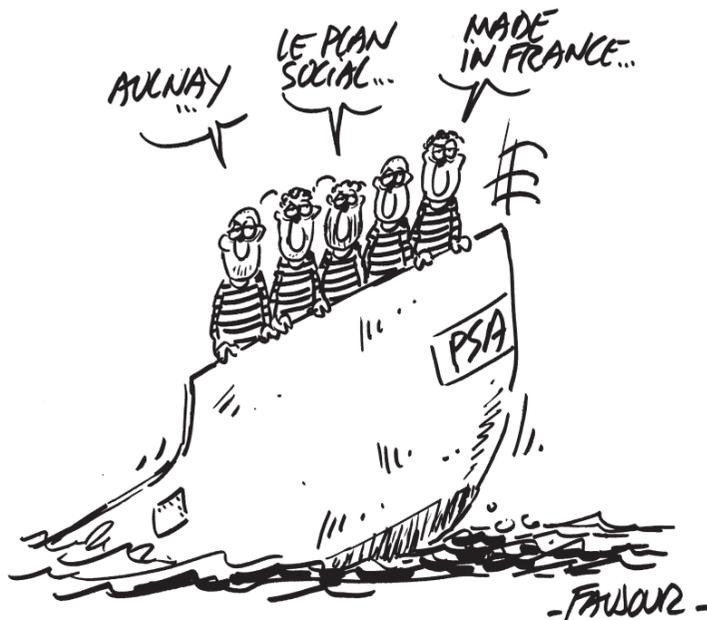
Riposter à la hauteur des attaques

Les divisions syndicales, les pressions, chantages, promesses distillées par la hiérarchie sapent les résistances collectives. Alors que la mobilisation est difficile sur l'usine, le rouleau compresseur du dialogue social rend de plus en plus difficiles les possibilités

de riposte. Dans ce contexte, les militantEs syndicaux tentent de maintenir la mobilisation en liant les revendications individuelles et les exigences collectives de maintien d'activité et de reclassement. Le secteur de l'automobile est engagé dans une restructuration socialement dramatique notamment en Europe. Ford annonce la fermeture d'une usine en Belgique entraînant la suppression de 4 300 emplois directs et autant indirectement et la suppression de 1 500 emplois dans deux usines au Royaume-Uni. Renault ne cache pas sa volonté de s'attaquer aux droits de salariéEs des usines européennes, par un chantage à la signature des syndicats, pour prétendument éviter des fermetures de sites. Cela a commencé avec les usines espagnoles : accord de compétitivité avec gel des salaires pour deux ans, suppression de cinq jours de RTT et flexibilité à outrance du travail. Pour sauver profits et dividendes,

le patronat de la branche appelle au secours les États, l'Europe. Notre réponse est claire : il faut l'expropriation des licenciés. La sauvegarde de nos emplois, de nos salaires, de nos conditions de travail est une question trop sérieuse pour être laissée aux mains des intérêts privés. Les transports collectifs et individuels doivent être placés d'un bout à l'autre de la chaîne sous contrôle des salariéEs et de la population pour faire face aux besoins tout en prenant en compte les contraintes écologiques. Mais, bien sûr, cela ne fera pas l'objet d'une tripartite ou d'une quelconque négociation, pas plus que par des combats usine par usine, entreprise par entreprise. Cela passera par la construction déterminée d'un « Tous ensemble », à commencer dans l'automobile, perspective à laquelle s'attendent les militantEs du NPA.

Robert Pelletier



Par Thibault Blondin

LE PACTE...

Le congrès du Parti socialiste s'est déroulé dans une ambiance terne entérinant la nomination de Harlem Désir comme premier secrétaire.

Faible participation lors des votes, une ancienne première secrétaire qui savonne la planche, des ministres peu loquaces, tout est à l'image de la politique du gouvernement que l'appareil socialiste en mode « parti » a quelques difficultés à soutenir avec enthousiasme. Ni tracts, ni affiches se plaignent des militantEs, leur parti est comme muet et son aile gauche se voit en « vigie » des engagements de Hollande.

Difficile d'être le parti godillot d'une politique faite d'une collection de renoncements, le parti godillot du pacte avec le patronat ! Abandonné « le choc de compétitivité », désormais depuis la lettre du 29 octobre des patrons du CAC40 qui évoquaient l'idée d'un pacte, François Hollande s'est mis au diapason et reprenait dans le Monde le même terme. Va pour le pacte et Ayrault en rajoute demandant que l'on « arrête de dénigrer les chefs d'entreprise ». Maladroit dans son zèle à complaire à ses commanditaires, il va jusqu'à évoquer la possibilité d'un retour aux 39 heures ! Aussitôt contraint de se dédire par Sapin lui-même, le toujours ou encore premier ministre s'enlise dans le ridicule.

Le pacte, lui, est tout à fait sérieux. La partition est écrite, quels que soient les couacs gouvernementaux. Les roulements de tambour de l'annonce du rapport Gallois préparent l'opinion aux décisions que le gouvernement prendra dans la foulée. Le pacte n'évitera pas le « choc » pour les salariés, un « choc » qui pourrait être de 30 milliards d'euros par la baisse des cotisations patronales. Elles seront compensées probablement par une augmentation de la TVA ou de la CSG. Le pacte gouvernement-patronat est un accord contre les travailleurs et la population pour faire baisser le coût du travail au nom de la course à la compétitivité.

Le congrès du PS a rassemblé le nouveau parti godillot en soutien à ce pacte et à un premier ministre discrédité et ridicule. Aux travailleurEs et à leurs organisations de rassembler leur force pour prendre l'offensive contre la politique d'austérité de ce gouvernement sans laisser l'initiative à la droite et à l'extrême droite qui rêvent de dévoyer le mécontentement.

COMPÉTITIVITÉ Les patrons veulent tout, tout de suite !

Les pseudos pigeons ont obtenu en trois jours un recul du gouvernement de plusieurs centaines de millions d'euros. Du coup, pourquoi se gêner ? Là, ce sont les gros vautours qui montent à l'assaut. Les patrons de l'Association française des entreprises privées (Afedp), qui regroupe la quasi totalité du CAC 40 et des grandes entreprises françaises, ont exposé dimanche 28 octobre leurs revendications dans une lettre à François Hollande. Et là, l'enjeu est majeur : derrière le discours sur la compétitivité, il s'agit d'imposer une baisse du prix du travail en une seule étape.

Parmi leurs propositions, il y a une baisse des cotisations sociales employeurs de 30 milliards d'euros et une forte réduction de l'impôt sur les sociétés (alors que ces grandes entreprises y échappent largement : les sociétés du CAC 40 ne payent qu'au taux de 8%). Qui va compenser ? C'est simple, les salariés et la grande masse de la population à travers un relèvement de la TVA et 60 milliards d'économies sur

les dépenses de l'État (et on peut parier que ce n'est pas sur les subventions aux entreprises). Enfin cerise sur le gâteau, les grands patrons estiment qu'il faut exploiter les gaz de schiste et « rester pragmatique » dans la mise en œuvre de la transition énergétique.

Pacte de compétitivité

Comme le signalent les Échos, jusqu'à présent, ces grands patrons avaient toujours préféré les contacts discrets. Plusieurs déjeuners et dîners ont réuni François Hollande et certains d'entre eux ces derniers mois. Pourquoi alors porter le débat sur la place publique ? C'est parce qu'ils veulent marquer un point décisif dès maintenant.

Au départ, un rapport avait été confié au patron « de gauche » Louis Gallois. Le gouvernement comptait sur un texte adapté pour camoufler les concessions au patronat avec un discours pseudo-objectif sur la compétitivité. Erreur tactique : Gallois multiplie les déclarations tonitruantes et des fuites montrent qu'il

reprend ouvertement les thèses du Medef sur les salaires, les dépenses, les impôts à augmenter, etc. Du coup, ça commence à couiner du côté syndical et même dans le PS. Hollande intervient jeudi 25 octobre pour fixer la ligne : il y aura un « pacte » de compétitivité de l'économie française qui ne sera pas un « choc », mais s'inspirera bien des conclusions du rapport Gallois. Il a ainsi précisé que tout transfert des cotisations sociales sur la fiscalité ne pourrait se faire brutalement (traduction : on va bien augmenter la CSG ou la TVA, mais pas d'un seul coup). Il a aussi confirmé que, quelles que soient les difficultés financières, les mesures fiscales favorables au patronat étaient garanties (« sanctuarisées ») et que de nouvelles étaient à l'étude.

Le « gagnant-gagnant », ça n'existe pas

En fait, l'objectif de Hollande, c'est d'intégrer les syndicats à un grand marchandage à froid dans le prolongement de la Conférence sociale de juillet.

Il a dit qu'il souhaitait un « compromis historique », un accord « gagnant-gagnant », « donnant-donnant ». Tout ça, c'est, bien sûr, surtout du vent, mais le patronat veut « tout, tout de suite ». Pas un jour où ne sortent des statistiques plus ou moins manipulées sur le coût du travail en France, sans que personne ne parle des dividendes records que s'octroient les actionnaires (9% de la valeur ajoutée des sociétés non-financières, du jamais vu depuis 1949 selon l'Insee).

Au dernière nouvelles, le rapport Gallois sortira le 5 novembre, de premières mesures seront annoncées le 6 novembre et un plan d'ensemble en janvier. Le patronat est en ordre de bataille. Et les directions syndicales ?

Henri Wilno

DROITE FRANÇAISE

Les grandes manœuvres ont commencé !

Quelques mois après la défaite électorale de l'UMP, la droite en France est en grand chantier. Fillon et Copé sont dans la course pour prendre la tête de l'UMP, Borloo avec la création de l'UDI (Union des démocrates et indépendants) prétend faire revivre un centre fort. Marine Le Pen est en embuscade.

Créée en 2002, l'UMP (Union pour un mouvement populaire) avait pour but d'être la maison unique de la droite rassemblant sur un compromis balladurien, chiraquiens et centristes. Maison qui, sous Sarkozy, s'était déjà fissurée en silence, puisque ce dernier imposa une « droite libérale et autoritaire », une droite « décomplexée ». Tellement décomplexée qu'au début de la campagne présidentielle de 2012, elle se transforma en une droite extrême, dans la suite par exemple du discours anti-Roms de l'été 2010 à Grenoble. Une stratégie de droitisation extrême qui n'a pas été gagnante pour l'UMP, pour Sarkozy, et qui a ouvert une guerre de succession entre Fillon et Copé ravivant toutes les tensions internes qui s'étaient « tues » sous le règne de Sarkozy.

La guerre des droites relancée ?

Avec la création de l'UDI regroupant le Nouveau Centre, l'Alliance centriste, la Gauche moderne et la Force européenne démocrate, Borloo a mis fin au projet initial de l'UMP en réactivant les rivalités qui existaient entre l'UDF et le RPR. L'ambition affichée de l'UDI est claire : devenir le « premier parti de France »... sans réellement affirmer de projet alternatif à l'UMP. Et pour cause. En excluant le Modem de son regroupement, l'UDI affirme son ancrage à droite et son « partenariat privilégié » avec l'UMP. Derrière cet éclatement de façade, les « centristes » et Borloo en tête peuvent ainsi préserver leur virginité politique et laisser ainsi l'UMP siphonner l'électorat FN. Mais sur le fond, l'UMP et l'UDI n'ont pas de divergences fondamentales.

Le FN aux aguets

La guerre de succession à la tête de l'UMP se joue sur la droitisation. Nous assistons donc depuis plusieurs semaines à une course à l'échalote entre les deux prétendants contre les sans-papiers, les Roms... Avec en arrière plan la question du rapport au FN. Car c'est évidemment cela qui hante la droite aujourd'hui. Comment siphonner l'électorat du FN, à l'image de ce que Sarkozy avait su faire en 2007 ? Et pour certains la question qui se pose est celle des alliances possibles ces prochains mois avec le FN, notamment dans la perspective des élections municipales de 2014. Ce dernier, au vu de son succès électoral, n'est pourtant pas prêt à jouer le rôle de simple figurant. En se situant délibérément sur son terrain, en surfant sur les préjugés les plus immondes, les ténors de l'UMP oublient que l'original est souvent préféré à la copie. Et ce ne sont pas les manœuvres d'une droite centriste recomposée qui constitueront un quelconque rempart à ce danger.

Sandra Demarcq



(PHOTO THÈQUE ROUGE/TAOUS)

17 OCTOBRE 1961

Un passé qui nous parle du présent

Ce 17 octobre 2012, les intervenants qui se succédaient à la tribune lors du rassemblement annuel auquel donne lieu ce sinistre anniversaire faisaient pour la plupart état de leur satisfaction. François Hollande venait quelques heures auparavant (histoire sans doute de ménager ses effets) de publier un communiqué reconnaissant la « sanglante répression » de la manifestation qui s'était déroulée rien moins que 51 ans plus tôt et rendant hommage à la mémoire des victimes. Certainement mieux que rien et déjà de quoi énerver la droite. C'est ainsi qu'au nom des députés UMP Christian Jacob juge « intolérable » de « mettre en cause la police républicaine, et avec elle la République toute entière », ajoutant que « politiser les enjeux de mémoire est dangereux pour la cohésion nationale ». Hep, Pétain, tu peux revenir...

Un crime d'État

Pour nous, à l'inverse, le compte n'y est pas. Le massacre du 17 octobre n'est pas encore reconnu pour ce qu'il est : un crime d'État qui n'est pas uniquement le fait de policiers sympathisants de l'OAS (même s'il

était beaucoup) et impliquant, de « bas » en haut : le Préfet de police, Maurice Papon, qui allait transiter par un poste ministériel avant de se faire condamner à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité, en raison de son rôle dans l'arrestation de juifs entre 1942 et 1944 ; le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, futur président du Conseil constitutionnel ; le Premier ministre Michel Debré (père de l'actuel président du Conseil constitutionnel : décidément la République a de ces continuités, à rendre envieuses les monarchies les mieux établies !); et bien sûr le président de la République, un certain général De Gaulle. Aucune intention ne transparait de rendre manifeste l'enchaînement implacable des responsabilités en ouvrant dès maintenant les archives.

Héritage de la colonisation

À ce propos, il ne s'agit pas que du 17 octobre. C'est sans nul doute un éclairage cru sur les horreurs, et non les prétendus « bienfaits », de la colonisation que jetterait une large ouverture des archives. Pour commencer, une telle disposition rendrait définitivement impossible une initiative

aussi ahurissante que l'inauguration prévue le 20 novembre d'une stèle au général tortionnaire Bigeard encore présenté sur le site du ministère de la Défense comme « celui vers qui les regards se tournent naturellement dans les moments les plus difficiles » et dont il nous est dit que « des cuvettes de Ban Som et de Dien-Bien-Phu en Indochine aux djebels algériens ; de Madagascar au Sénégal, il n'avait de cesse de conduire ses "lézards verts" pour quelques parcelles de gloire ».

L'enjeu de la rupture avec une histoire de France fabriquée n'est pas que de « mémoire ». Il est pleinement actuel. L'appel au rassemblement du 17 octobre 2012 le rappelait opportunément : « Ce n'est qu'à ce prix que pourra disparaître la séquelle la plus grave de la Guerre d'Algérie, à savoir le racisme dont sont victimes aujourd'hui nombre de citoyens et citoyennes, ressortissants d'origine maghrébine ou des anciennes colonies, y compris sous la forme de violences policières récurrentes, parfois meurtrières ».

François Brun

BUDGET

Le Front de Gauche à l'épreuve des faits

Ils en ont dit le plus grand mal de cette loi de finances, et à juste titre. En effet, fondamentalement injuste, cette première loi de finances de la majorité PS-ÉELV se situe de plein pied dans le cadre des politiques d'austérité, notamment dans la suite du TSCG défendu par cette même majorité. Pourtant, mardi 22 octobre, les députés du Front de Gauche se sont timidement abstenus sur la partie « recettes », premier tronçon budgétaire soumis au vote des parlementaires. Le « ni ni » en action...

Ce même jour étaient soumis au vote de l'Assemblée nationale deux textes : le projet de programmation des finances publiques (PLFPP) fixant le cap des dépenses publiques pour les cinq prochaines années et la partie « recettes » du projet de loi de finances pour 2013. Si les députés du Front de Gauche ont su s'opposer de façon conséquente en votant contre le premier, avec à peu près les mêmes arguments ils ont justifié de s'abstenir sur le second.

Être ou ne pas être une opposition ?

À défaut de communiqués du PCF ou du PG pour expliquer le positionnement de leurs députés, la lecture de l'Humanité du mercredi 23 octobre est assez éclairante. Dès l'introduction de l'article consacré à cette question, le cadre d'analyse politique est posé : « La droite s'est opposée au nom du toujours plus d'austérité, les élus PS et écologistes s'arc-boutaient sur la réduction du déficit, le Front de Gauche prônait la rupture ». Ainsi donc, s'opposer à ce gouvernement ne peut être visible qu'un positionnement de droite, le Front de Gauche étant lui dans une perspective plus radicale, « la rupture ». Dans les faits, c'est André Chassaigne, président du groupe à l'Assemblée qui a avancé toutes les raisons de fond qui ont amené le Front de Gauche à s'abstenir. « Les avancées, réelles, sont bien trop timides », ce budget n'est



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ALICE D.)

pas « un budget de rupture » pouvant « répondre aux attentes du pays ». C'est le moins qu'il pouvait dire.

Une attitude ambiguë face au PS

Des justifications à mettre en relation avec l'attitude du PCF vis-à-vis du congrès du PS à Toulouse. Alors qu'une manifestation de la gauche sociale et politique avait lieu à l'extérieur, les représentantEs du PCF sont eux allés au congrès pour porter une lettre signée Pierre Laurent, lettre qui sera bientôt suivie d'une rencontre bilatérale PS-PCF. En s'adressant directement au nouveau secrétaire général du PS (« Cher Harlem »), le PCF se dit « inquiet du cours pris par la politique gouvernementale ». « En totale opposition à la droite et à l'extrême droite », le PCF et

le Front de Gauche appuient « tout ce qui va et ira dans le sens du changement voulu par les Français ».

Un positionnement volontairement ambigu, critique de la politique du PS mais qui ne dit pas si ce « changement voulu » se fera avec ou sans lui, ni même contre lui. L'abstention à l'Assemblée nationale se situe donc

bien dans cette ambiguïté. Les députés du Front de Gauche ont voté contre le projet de budget de la Sécurité sociale mardi 30 octobre, et au PCF, certains annoncent déjà un vote contre le volet « dépenses ». Mais jusqu'au vote final mi-novembre, la route est encore longue et il faudra faire des choix.

Manu Bichindaritz

ILS ONT OSÉ L'ÉCRIRE !

Dans sa rubrique « Ils ont osé le dire ! », l'Humanité du 29 octobre cite notre camarade Olivier Besancenot : « La direction, et j'insiste, la direction du Front de Gauche, est dans un positionnement politique qui consiste à dire : on n'est ni dans le gouvernement ni dans l'opposition. Je pense que c'est quelque chose qui ne pourra pas résister aux faits ». Une citation suivie d'un commentaire de l'Humanité : « Parce qu'il préférerait être aux côtés de l'UMP et du FN ? ». Amalgamer la gauche radicale, la droite et l'extrême droite, une façon de « discuter » que l'on croyait définitivement mise au rebut.

SYRIE

Les mauvais remèdes des impérialistes

Quand une « cause » légitime n'arrive pas à déboucher sur une solution, sur une satisfaction des justes revendications (sociales ou démocratiques) avec ses soutiens « naturels », elle risque de trouver des faux prophètes sur le bord de la route. Ceux-ci vont se montrer prévenants, offrir leur aide, accompagner le mouvement... quitte à le faire dévier de sa route.

AVEC BACHAR AL ASSAD
LE CHANGEMENT C'EST...



C'est ce qui menace la « cause » des soutiens à la révolution syrienne. Ses faux prophètes seraient les idéologues néo-conservateurs et pro-impérialistes Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner. Ils s'expriment dans une tribune du Monde du 22 octobre, accompagné du chirurgien de guerre Jacques Bérès et du professeur de droit émérite Mario Bettati. Sous le titre « Assez de dérobades, il faut intervenir en Syrie ! », ils développent leurs thèses. Tout n'est pas faux dans ce texte, loin de là. Ainsi ses auteurs ont-ils raison de dénoncer un régime en Syrie qui en est « venu à massacrer près de 40 000 personnes, à enlever, torturer ou faire disparaître des milliers d'autres, à faire donner les tanks et l'aviation contre son propre peuple. » Les auteurs ont aussi raison de critiquer qu'on puisse avoir « l'impression », comme ils écrivent, « que les puissances occidentales préfèrent, tout compte fait, une Syrie livrée à la guerre civile et au chaos, et démembrée. » Le problème ne réside pas dans la description de la réalité actuelle par les auteurs, qui sonne dans une bonne partie juste. Le problème réside dans les remèdes qu'ils prétendent y apporter, même s'ils ne sont parfois qu'indirectement nommés. En fait, ils proposent implicitement ou

explicitement deux remèdes complémentaires. Premièrement, ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de « livrer des armes à la révolution » en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des « conseillers » militaires (tels qu'ils pullulaient, de nationalité française ou britannique, en Libye en 2011). Des systèmes d'armement sophistiqués exigent parfois un personnel hyperspécialisé et créent donc une forme de dépendance extérieure. Ce n'est pas ce que demandent les rebelles syriens, qui ont avant tout besoin d'armes antichar et de missiles antiavions pour se protéger des assauts meurtriers de l'artillerie et des avions de chasse du régime. Ces conditions étant précisées, on pourra dire : chiche ! En même temps, les auteurs préconisent cette fois : celui d'une intervention militaire des puissances extérieures elles-mêmes. Ils évoquent cette idée quand ils déplorent « pourquoi l'on ne faisait pas pour la Syrie ce qui avait été fait pour la Libye ». Ou encore quand ils écrivent : « Au lieu de quoi l'Otan, l'UE, la France, les États-Unis, s'évertuent à répéter qu'aucune intervention militaire

n'est possible – sauf si... » Nous disons fermement, quant à nous, qu'une intervention militaire de l'Otan, de l'Union européenne, de la France et des USA n'est pas une solution réaliste, souhaitable et soutenable. D'abord, ces puissances elles-mêmes ne considèrent pas que leurs intérêts bien calculés doivent les y conduire. Deuxièmement, le remède risque d'être créateur de beaucoup d'autres maux, et d'autres massacres. Certaines forces réactionnaires de la région – de la dictature syrienne jusqu'à certains courants islamistes – n'attendant d'ailleurs qu'une telle situation, pour déguiser leur nature de force oppressive sous un habillage de « résistants ». La comparaison avec la Libye est d'ailleurs, troisième argument, très fautive parce que les données ne sont pas les mêmes. La Libye étant un pays militairement faible, faiblement peuplé – le nombre d'habitants de la Syrie est cinq fois supérieur, le prolétariat immigré en Libye excepté –, n'ayant deux grands centres urbains et une population relativement « homogène » sur le plan confessionnel. Une intervention extérieure en Syrie, pays nettement plus densément peuplé, société multiconfessionnelle et multiethnique, risque de produire des conséquences très différentes. Bertold du Ryon

ROME

Pour virer Monti

Enfin, en Italie aussi des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue (50 000 d'après la police, 150 000 d'après les organisateurs) pour contester et combattre la politique du gouvernement Monti et les recettes de la Troïka.

Samedi 27 octobre s'est déroulé à Rome le « No Monti Day », un grand défilé qui a traversé la capitale pendant plus de deux heures et qui s'est terminé sur la Place San Giovanni, lieu des grands rendez-vous du mouvement ouvrier. La banderole de tête qui faisait écho à celles du Portugal, de l'Espagne, de la Grèce, annonçait « Avec l'Europe qui se rebelle, chassons le gouvernement Monti ».

Une mobilisation ascendante ?

Jusqu'à présent dans notre pays la résistance a été très faible contre les politiques d'austérité du « gouvernement des techniciens », un gouvernement soutenu par le centre-droite et le centre-gauche et qui représente complètement les intérêts et les choix des institutions politiques et financières de la bourgeoisie européenne.

Jusqu'à présent il y a eu de nombreuses luttes, même très dures, pour la défense des emplois mais ce furent des luttes divisées et fragmentées sans que les organisations syndicales, y compris la CGIL, n'aient appelé à de réelles mobilisations et encore moins à une grève générale pour repousser la politique de massacre social du gouvernement.

Une journée de convergence réussie

La manifestation a été convoquée par une coalition de forces qui a constitué un comité spécifique pour construire ce « No Monti Day ». C'était un comité composé de syndicats de base, d'organisations politiques comme Rifondazione et Sinistra Critica qui s'opposent à ce gouvernement, par le comité No Debito, par les centres sociaux et par bien d'autres comités et mouvements. Toutes ces forces étaient bien présentes dans le défilé mais étaient présents aussi – ce qui représentait un élément fondamental de la manifestation – les acteurs de beaucoup de luttes et de conflits sociaux : les travailleurs d'usines en lutte comme l'Alcoa, Irisbus, Ilva et de vastes secteurs d'enseignants et de travailleurs de l'éducation et enfin une délégation nombreuse d'étudiants et de lycéens, ce qui a permis de populariser dans l'ensemble de la ville les raisons de cette mobilisation.

Ont participé aussi de nombreux mouvements locaux en défense de l'environnement.

Il régnait une forte volonté de construire un mouvement qui se relie et s'intègre pleinement à ce qui se passe dans tant d'endroits en Europe. Ceci s'est exprimé d'ailleurs dans l'écoute et l'attention qui fut prêtée aux nombreuses interventions de la tribune.

Une première mobilisation positive pour préparer la journée européenne de mobilisation du 14 novembre (la CGIL et la Fiom, le syndicat des travailleurs de la métallurgie de la CGIL, appelant ce jour-là à une grève générale de 4 heures).

Correspondant de Sinistra Critica (Italie)

en bref...

Afrique du Sud, la lutte continue.

Mardi la police a agressé un millier de mineurs grévistes d'Amplats, numéro un mondial du platine. Ces mineurs refusent l'accord signé entre la direction et le NUM après plus de six semaines de grève. La direction acceptait de réembaucher 12 000 ouvriers licenciés pour grève sauvage et avait fixé à ce mardi matin la date limite de reprise du travail, en offrant une prime unique de 2 000 rands (178 euros) à ceux qui pointeraient. « Les ouvriers sont prêts à reprendre le travail si la direction met quelque chose sur la table », disent les grévistes, « on a fait six semaines de grève, ce n'est pas pour revenir au travail les mains vides ». La lutte des mineurs continue au prix de nombreux morts, une soixantaine en deux mois et demi, dont 34 mineurs abattus par la police le 16 août à Marikana.

« L'Afrique du Sud est un pays au travail », a lancé lundi le chef de l'État, Jacob Zuma, devant la presse pour tenter de masquer la crise sociale et politique qui déchire le pays. L'industrie minière et les activités dérivées représentent presque 20% du PIB sud-africain et le pouvoir veut rassurer les investisseurs et gros actionnaires soucieux de voir se perpétuer la surexploitation des travailleurs noirs. Mais le mouvement engagé cet été ne pourra s'arrêter avec comme seul gain des balles et une poignée de Rands.

Mahmoud Abbas et l'Autorité palestinienne désavoués.

Le samedi 20 octobre, des élections municipales étaient organisées en Cisjordanie, premier scrutin depuis la victoire du Hamas aux législatives en

janvier 2006.

Ces élections n'étaient que partielles, dans la mesure où le Hamas a refusé d'y participer et de les organiser à Gaza, estimant qu'aucune élection démocratique ne peut se dérouler sans une réconciliation avec le Fatah. Les résultats du scrutin sont néanmoins révélateurs. La faible participation (moins de 55% contre 73% lors des municipales de 2005) et l'absence de compétition (une seule liste dans 181 localités) ou de candidats (aucune liste dans 80 localités) révèlent un désintérêt inédit. Qui plus est, l'absence du Hamas n'a pas entraîné de triomphe du Fatah dans les 92 localités où se sont déroulées des élections « normales ».

En effet, si le mouvement emporte près de la moitié des sièges, ses listes ont été battues dans les principales villes, notamment Jénine,

Naplouse, Ramallah et Béthléem. Dans les trois premières, ce sont des dissidents du Fatah qui ont gagné, contre les candidats soutenus par Mahmoud Abbas. À Hébron, seule grande agglomération dans laquelle le Fatah l'a emporté, la participation était d'à peine 33%.

La direction de l'Autorité palestinienne n'est donc guère légitime dans la population, pas plus qu'elle ne l'est au sein de son propre mouvement. Au-delà, c'est le système mis en place depuis les accords d'Oslo qui a été rejeté. En refusant de participer au vote ou en rejetant les candidats du système, les Palestiniens ont en effet exprimé un message clair : « nous arrêtons de cautionner cette farce ».

Julien Salingue

Obama, du mythe à... la menace républicaine

Obama, « l'homme qui voulait changer le monde », nous dit-on comme pour perpétuer ce mythe mondialisé. Comment un président produit par la machine politique américaine, ce système tout entier conçu pour protéger l'ordre établi, aurait-il pu ne serait-ce qu'engager une réforme progressiste un tant soi peu radicale ?

Le parcours du combattant-président sélectionne un homme entièrement intégré à la machine, aux classes dirigeantes, dépendant de l'un des deux grands partis comme des généreux donateurs qui ont financé sa campagne. Sans parler des verrous institutionnels que sont le Congrès (représentants et sénateurs) et la Cour suprême devant laquelle les opposants peuvent déférer ce qu'ils jugent « contraire à la Constitution ». Obama ne pouvait pas changer le monde ni même s'attaquer un tant soit peu aux intérêts des classes dirigeantes américaines, l'eût-il voulu.

Le fait que pour la première fois un noir accédait à la présidence des USA était, en soi, une révolution, une réfraction tardive, dans la plus haute institution, des bouleversements opérés par les luttes des noirs américains. Mais Obama lui-même ne pouvait que décevoir toutes celles et ceux qui avaient cru voir en lui le représentant des classes exploitées, des noirs, des jeunes, des femmes, des minorités. Aujourd'hui son principal adversaire est son propre bilan, la déception qu'il a suscitée parmi toutes celles et ceux qui avaient cru en « l'espoir du changement ». Leur abstention a été un des facteurs de la victoire des républicains aux élections parlementaires de la fin 2010. C'est cette déception qui aujourd'hui rend crédible une inattendue et possible victoire de Romney.

Sauver Goldman Sachs et GM

Dès février 2009, il a fait adopter un plan de relance de 787 milliards de dollars pour sauver les banques, les géants de l'automobile, et renflouer les patrons. Ce plan a atténué la récession mais s'est révélé inefficace contre le chômage. Aujourd'hui, l'économie américaine compte encore près de cinq millions d'emplois de moins qu'avant le début de la crise. Obama a sauvé les entreprises et sacrifié les travailleurs.

Par contre, il n'a rien entrepris pour supprimer les allègements des impôts des plus hauts revenus hérités de l'ère Bush. À partir de 2010, il bascula vers une politique d'austérité, de coupes budgétaires négociées avec les Républicains. Il n'a rien entrepris non plus en faveur des cinq millions d'Américains qui ont perdu leur logement depuis le début de la crise immobilière en 2007.

Quant à la réforme de la santé qui devait permettre aux 58 millions d'Américains qui n'étaient pas couverts d'accéder à une assurance-santé, elle est loin d'instaurer une sécurité sociale pour tous. Elle garantira désormais une couverture santé à environ 30 millions d'Américains supplémentaires, tout en laissant 27 millions au bord de la route. Elle octroie surtout une rente au secteur des assurances privées qui va bénéficier des cotisations

787 MDS

C'est le montant, exprimé en dollars, de l'aide accordée par l'administration Obama, aux banques et aux patrons.

de millions de nouveaux assurés payées grâce aux aides publiques et donc par les contribuables.

Des inégalités croissantes

Les inégalités sociales ont continué de s'accroître au détriment des couches populaires et notamment des Noirs. Ceux-ci sont presque deux fois plus affectés par le chômage que la moyenne (en septembre 2012, 13,4% des noirs sont au chômage contre 7,8% pour l'ensemble de la population). La part de la richesse américaine détenue par la moitié la plus pauvre de la population a été pratiquement divisée par trois de 2001 à 2010, chutant de 2,8% à 1,1% en 2010 selon un rapport du Centre de recherche du Congrès des États-Unis. Les Américains les plus fortunés se sont enrichis : 1% de la population possède désormais près de 35% de la richesse nationale (+2 points) et les 10% les plus riches en détiennent 75% (+5 points). 15% de la population vivent en 2010 sous le seuil de pauvreté.

Offensive réactionnaire

Les déceptions et démoralisations laissent la place à une offensive réactionnaire et ultralibérale des républicains. À les entendre, les racines de la crise, c'est la paresse des « assistés », ces « 47% d'Américains qui vivent des aides de l'État ne peuvent que voter Obama » (Mitt Romney) ! Ils envisagent d'abroger « Obamacare », privatiser Medicare (l'assurance maladie publique des personnes âgées), régionaliser Medicaid (celle des plus pauvres), faire de nouvelles coupes claires dans les dépenses sociales. Le tout assaisonné de démagogie raciste et xénophobe, de propagande contre la Chine...

Mais les illusions qu'a fait naître Obama demeurent des espoirs pour des millions d'hommes et de femmes confrontés à la cruelle leçon des reniements. La déception pourrait bien céder la place à une nouvelle combativité dont les derniers mouvements sont l'expression...

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE



Obama / Romney LES DEUX CANDIDATS

Le 6 novembre aura lieu l'élection du président des USA. La campagne électorale comme l'issue de ces élections suscitent bien des interrogations au sein du monde du travail et de la population américaine mais aussi, bien au delà, dans le monde entier. Les espoirs suscités par la campagne puis l'élection d'Obama en 2008 ont cédé la place aux inquiétudes, celles de voir Mitt Romney élu, le candidat républicain très réactionnaire, mormon et milliardaire qui doit sa fortune aux spéculations, et aux paradis fiscaux des îles Caiman...

Obama dont certains pensaient qu'il allait changer la politique de la première puissance mondiale porte un lourd bilan. Sa politique est restée dans la continuité de la défense des intérêts des classes dominantes américaines, des multinationales financières et industrielles. Lors du dernier débat qui l'opposait à Romney, il a appelé les Américains à lui faire confiance : « Il n'y a pas d'élément plus déterminant dans une campagne présidentielle que la confiance. Vous me connaissez, vous

savez que je dis ce que je pense et que je pense ce que je dis ». Il oublie ce qu'il a fait ! La confiance n'est plus là, la déception est à la hauteur des illusions et laisse le champ libre à la démagogie des forces réactionnaires au point qu'aujourd'hui Romney est donné au coude à coude avec Obama. L'éventuelle élection de Romney suscite une inquiétude légitime. Mais la réponse n'est pas le vote pour Obama qui compose avec les républicains et a mis en œuvre une politique d'austérité pour soutenir les banques. C'est bien cette politique

qui fait le lit des forces réactionnaires. Les illusions cèdent la place à la réalité : lui comme Romney représente les 1% contre les 99%. L'espoir pour changer le monde a été porté par les grévistes du Wisconsin contre les coupes budgétaires, Occupy Wall street ou la grève des enseignants de Chicago, l'intervention indépendante des travailleurs pour défendre leurs propres intérêts sur le terrain social et politique, ceux des 99% contre les 1%. Yes we can...

Yvan Lemaitre

Qu'est-ce qui ne va pas avec l'idée du « moindre mal » ?

Extraits de l'éditorial du 24 octobre 2012 de *Socialist Worker Journal* de ISO (International Socialist Organization)

Des millions de personnes sont malades ou effrayées à l'idée d'une victoire de Romney-Ryan en novembre. Il n'y a pas besoin d'écouter longtemps Romney ou Ryan – et en particulier leurs amis républicains qui sont moins prudents dans leur discours réactionnaires extravagants – pour comprendre ces craintes. Mais derrière l'appel à voter pour « le moindre mal » afin d'éviter « le plus grand mal », il y a des croyances qui se sont avérées fausses dans l'histoire. L'une d'entre elle est l'idée que voter démocrate permettrait de s'opposer au « plus grand mal ». Pourtant n'importe qui ayant soutenu Obama en 2008 en croyant qu'un ancien professeur

de droit aurait au moins mis un terme aux attaques contre la Constitution de l'administration Bush aura des difficultés à expliquer ce qu'il y a de « moindre » dans les maux que la Maison blanche continue de perpétrer au nom de la « sécurité de la patrie ». Une autre est la notion selon laquelle les progressistes auraient des conditions plus favorables pour atteindre leurs buts si les démocrates sont à la Maison blanche. En réalité, quatre années avec Obama ont démontré le contraire. Le monde du travail n'a rien vu de ressemblant au changement espéré avec la victoire d'Obama il y a quatre ans. De façon générale, Obama et les démocrates représentent dans ces élections le moindre mal sur la plupart



des questions, mais pas sur toutes. Ceci mis à part, ils s'en sortent bien. Si la question se limite à choisir quel est le moindre mal, alors les démocrates peuvent être assurés d'un soutien à gauche et évoluer de plus en plus à droite à la recherche du soutien du centre voire pire. Comme le disait fort bien l'historien Howard Zinn, ce qui importe le plus n'est pas qui siègera à la Maison blanche mais qui manifeste et proteste. Si le monde du travail et le mouvement social ne sont pas mobilisés et ne luttent pas par en bas, alors le courant politique dominant sera façonné par la pression venue d'en haut, par les exigences et les priorités de la classe dirigeante.



JIM YOUNG / REUTERS

ney DIDATS DES 1%



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Du prix Nobel de la paix à la politique des drones...

Comme aujourd'hui le prix Nobel accordé à l'Union européenne vient au secours de ses dirigeants discrédités, celui qu'Obama reçut peu de temps après son investiture venait au secours du redéploiement diplomatique et militaire que ce dernier avait engagé pour tourner la page de la décennie de « la guerre sans fin » de Bush. En fait, ce redéploiement s'inscrivait dans la continuité de la politique de Bush, une offensive diplomatique et militaire pour assurer à la première puissance mondiale de nouvelles positions stratégiques et engager à ses côtés ses alliés traditionnels et plus largement tous les États qui pouvaient trouver un intérêt au maintien de l'ordre mondial.

L'Otan fut et demeure le cadre de cette offensive diplomatique et militaire en ayant élargi son champ d'action à la planète toute entière en passant par l'Afghanistan. Les discours pour tenter de tourner la page de l'arrogance de Bush n'ont pas résisté à la continuité des actes.

La continuité des années Bush

Le point d'orgue symbolique de cette continuité fut l'exécution sommaire de Ben Laden en 2011 au Pakistan. Obama, exécuteur testamentaire de

525 MDS

C'est le budget militaire de 2013, exprimé en dollars, voté sous l'administration Obama, soit près de deux fois plus qu'en 2001.

Bush, pouvait déclarer : « *Le job est fait* » ! Ou encore le maintien en activité de la sinistre prison de Guantanamo.

Mais bien plus significative encore avait été la décision d'Obama d'augmenter de 30 000 hommes les effectifs américains engagés dans la guerre et l'occupation de l'Afghanistan. Dans le même temps, il doublait l'aide financière qui ne servait, et continue encore, qu'à alimenter la corruption généralisée par laquelle le régime Karzaï a été mis en place et se maintient au pouvoir. Le retrait des troupes d'Irak a laissé un pays en ruine et déchiré par les rivalités religieuses et les luttes de pouvoir.

En Afghanistan, alors que la guerre rentre dans sa douzième année, le retrait annoncé pour 2014 est loin d'être assuré quelque soit le futur président. Lors de leur dernier débat portant sur la politique internationale, le démocrate et le républicain ont eu bien du mal à se différencier sur la question. Obama s'y est félicité des efforts budgétaires réalisés pour moderniser l'armée américaine rencontrant le soutien de son rival sur l'usage extensif de drones en particulier au Pakistan. Le budget militaire de 2013 sera de 525 milliards de dollars soit près de deux fois plus qu'en 2001.

Romney n'avait pas non plus besoin de prendre, quant au fond, ses distances par rapport à la politique d'Obama au Moyen Orient. Elle est restée alignée sur Israël. Certes l'Administration américaine a freiné Israël dans ses ardeurs guerrières contre l'Iran mais, là encore, Romney n'avait rien à dire si ce n'est sur la forme, laissant Obama lui répondre : « *Franchement, gouverneur, on a parfois l'impression que vous pensez que vous feriez les mêmes choses que nous mais que, comme vous les diriez plus fort, cela ferait une différence* ». L'argument vaut dans les deux sens !

SUITE À DROITE ★★★

Entretien : « La campagne des Verts représente une dynamique anticapitaliste »

Keith Mann, militant de Solidarity (organisation américaine membre de la Quatrième Internationale).

Comment est vue la campagne électorale dans le monde du travail ? Indifférence, soutien à Obama ?

Il y a un peu de tout, sauf qu'il y a très peu de passion ou de vrai enthousiasme pour Obama. Il y a plutôt un sentiment de peur par rapport à Romney qui dénonce publiquement les syndicats, plus récemment le syndicat des enseignants de Chicago (CTU) lors de leur grève en septembre. La gauche, qui était très enthousiaste quand Obama a brigué son premier mandat, a été très vite déçue par sa politique. Mais la politique de moindre mal règne toujours parmi la gauche et les milieux noirs et populaires. Selon les sondages, 94% des noirs et 70% des latinos voteront Obama.

Quelle est l'attitude des organisations syndicales ?

Les directions syndicales sont plus que jamais impliquées dans la campagne démocrate, un phénomène qui existe depuis les années 1930. Ils y consacrent des ressources financières et militantes importantes. Ça se voit au niveau national comme local. Dans les villes, les centrales syndicales organisent des diffusions de tracts d'Obama quotidiennement. Même si la base syndicale est moins enthousiaste, la politique pro-Obama n'est contestée nulle part au sein du mouvement syndical.

Quel est l'impact de la campagne des verts ? Y-a-t-il eu des tentatives de présenter un·e candidat·e anticapitaliste ?

Je pense, comme mes camarades de Solidarity, que la campagne des Verts représente une dynamique anticapitaliste même si elle ne dénonce pas le capitalisme ni ne défend le socialisme explicitement. C'est pourquoi nous la soutenons. Le tract principal de leur campagne fait le lien entre l'argent gaspillé pour Wall Street, les cadeaux fiscaux aux riches et la guerre, la dette étudiante, la politique de sauvetages des banques, etc. Ce sont des revendications qui portent une dynamique transitoire.

Leurs candidates Jill Stein et sa colistière Cheri Honkala seront présentes dans 38 des 50 États. 85% de l'électorat aura la possibilité de voter pour elles. Certains sondages leur attribuent plus de 3% du scrutin. Elles ont le soutien du grand intellectuel de gauche Noam Chomsky, mais peu d'autres personnalités connues.

Les Verts comme les autres candidats des « troisièmes partis », comme on dit ici, sont exclus des grands débats télévisés. Quand Stein et Honkala sont arrivées au débat de New York, le 17 octobre, pour demander à y participer, elles ont été arrêtées par le service d'ordre du Président, emmenées dans un dépôt secret, ligotées à leurs chaises et relâchées

Grâce à Occupy, la responsabilité du capitalisme dans l'aggravation des inégalités et les ravages sociaux provoqués par la crise, font désormais partie des débats publics.

seulement huit heures plus tard après que le débat fut terminé.

Il y a plusieurs petites campagnes de la gauche anticapitaliste, de groupes d'extrême gauche. Quelques-unes seront présentes dans trois États, d'autres jusque dans dix.

Depuis la grève des fonctionnaires dans le Wisconsin et Occupy Wall Street, où en est le mouvement de contestation ?

Le mouvement contre le projet de loi abolissant la négociation collective pour le secteur public dans le Wisconsin était le plus grand mouvement de base syndicale depuis les années 1930. Quand la loi est passée malgré six semaines de manifestations (seuls des enseignants avait fait quelques jours de grèves sauvages), le mouvement s'est orienté vers une campagne de révocation du gouverneur républicain Scott Walker. La campagne a réussi à obtenir la révocation de Walker mais celui-ci a réussi à gagner la nouvelle élection en partie grâce au fait que ses soutiens conservateurs ont financé sa campagne avec sept fois plus d'argent que son concurrent démocrate n'en a obtenue. Le mouvement se trouve actuellement à la croisée des chemins et cherche une perspective militante. Mais l'expérience a radicalisé des dizaines de milliers de personnes.

Grâce à Occupy, la responsabilité de Wall Street, du capitalisme dans l'aggravation incessante des inégalités et les ravages sociaux provoqués par la crise, font désormais partie des débats publics. Les mots « 1% » et « 99% » sont entrés dans le vocabulaire courant. Le mouvement entamé le 17 septembre 2011 était centré sur des occupations de lieux publics. Mais, après quelques mois, l'hiver, la violence policière, la fatigue militante a réduit la participation aux noyaux durs. Comme pour le mouvement de Madison, mesurer l'impact d'Occupy est difficile. Ses effets se manifesteront à plus ou moins long terme quand les gens éveillés par ces messages ou formés par leur participation au mouvement joueront un rôle dans des luttes à venir.

Milwaukee, le 27 Octobre 2012.

★★★ Perpétuer la domination américaine

Obama qui, à l'occasion de son discours du Caire en 2009, prétendait regagner la sympathie du monde arabe s'est trouvé déstabilisé par le processus révolutionnaire en cours. Après s'être appuyé sur l'armée égyptienne comme garant d'un minimum de stabilité, avoir participé à l'intervention en Libye, les USA craignent l'effondrement de la dictature syrienne. L'hostilité à leur égard reste extrêmement forte comme en ont témoigné les récentes manifestations, certes minoritaires et animés par des intégristes religieux, mais expression d'un sentiment populaire. On ne voit pas comment il aurait pu en être autrement, Obama poursuivant le même objectif que Bush hier ou que Romney aujourd'hui, la perpétuation de la domination américaine.

C'est la même chose dans les rapports avec la

Russie ou la Chine, alliant vis-à-vis de cette dernière une politique de coopération économique avec une politique militaire offensive visant à implanter des bases militaires dans la région et à s'assurer le contrôle de la mer de Chine. De la même façon, le maintien de multiples bases en Amérique latine, leur renforcement au nom de la lutte contre les narcotrafiquants, la réactivation de la IV^e flotte au large du Venezuela participent de ce redéploiement militaire des USA.

Aujourd'hui, les classes dirigeantes américaines et le Pentagone n'ont aucune raison de durcir le ton, la politique engagée par Obama leur convient, il a fait le job. L'accentuation de la crise mondiale pourrait, par contre, aboutir à des tensions internationales bien plus fortes y compris si Obama est réélu.

Yvan Lemaitre

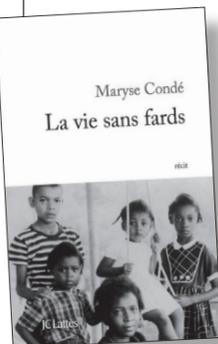


<http://www.adbusters.org/campaigns/occupywallstreet>

En ces temps d'élection américaine, une petite visite sur le principal site du mouvement Occupy s'impose. Plateforme centrale du mouvement, on y trouve en particulier tous les liens vers d'autres sites permettant, entre autres, de s'informer sur un mouvement protéiforme et disposant d'un large réseau de correspondantEs. L'ensemble est évidemment en langue anglaise mais on peut quand même y glaner des affiches et logos subversifs intéressants si on ne parle pas la langue. Occupy all streets!

L'essai

LA VIE SANS FARDS



Maryse Condé
Éd. JC Lattès
336 pages
19 euros

Sil n'est pas directement politique, ce nouveau livre de la prestigieuse Guadeloupéenne l'est au moins par ses inflexions violemment critiques et pour tout le pan d'histoire qu'il aborde. En tant qu'autobiographie rapportant les trois premières décennies de son existence, il se présente comme « une tentative de parler vrai » et de relater « la naissance longue et douloureuse d'une vocation d'écrivain chez un être peu disposé à le devenir. Il s'agit d'abord et avant tout d'une femme aux prises avec les difficultés de la vie. Elle est confrontée à ce choix capital et toujours actuel : être mère ou exister pour soi seule », évidence imposée par quatre maternités entre 1956 et 1963 ! Cet aspect du livre est des plus émouvants et mérite à lui seul la lecture. Mais un autre intérêt de ce récit de formation tient à ce qu'il décrit de son cadre historique, les années 1950-60, conduisant une jeune et brillante Antillaise, venue à Paris poursuivre ses études, à prendre pour compagnons un Haïtien, puis un Guinéen qu'elle allait suivre en Afrique, en tentant quant à elle de gagner son indépendance comme enseignante. Admiratrice de Césaire et de Senghor, ne prenait-elle pas là un chemin inspiré par les célébrants de la « négritude », n'allait-elle pas y trouver ce qui lui manquait d'« identité » ? Ce qu'elle rapporte de ses dix années passées en Afrique de l'Ouest est d'abord l'histoire de ses désillusions successives, mais aussi celle de l'apparition d'une lucidité toute neuve, déchaînement de la répression à Conakri et coup d'État au Ghana ne laissant plus de place aux espoirs politiques naïvement placés dans la décolonisation africaine. Parcours auquel l'avait préparée la lecture précoce de Frantz Fanon, dont elle avait d'abord contesté les idées avant de vérifier combien il avait raison. Ce livre vif mérite d'être lu et médité au même titre que *Peau noire et masques blancs*.
G.B.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

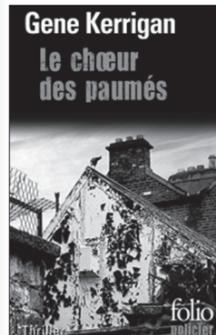
PHOTO LES PHOTOGRAPHES DU CERCLE DE GUSTAVE LE GRAY (1850-1860)

Petit Palais, Paris, jusqu'au 6 janvier
Peut-être parce que ce médium est devenu quotidien, l'histoire des débuts de la photographie a bénéficié de belles avancées ces dernières années, cette exposition le montre. Disciple du peintre Delaroche, Le Gray (1820-1884) s'était initié à la photographie vers 1845 avant d'initier à son tour d'autres néophytes, puis de devenir le portraitiste officiel des sommités du Second Empire. La BNF lui avait consacré en 2002 une rétrospective et vient d'achever la numérisation de ses œuvres. Le Petit Palais présente 160 tirages montrant ce que son enseignement technique (tel le positif sur papier salé d'après papier négatif ciré sec) inspira à ses élèves, parfois ignorés jusqu'il y a peu. « *Modernisme ou modernité* », s'interroge le titre de cette manifestation. « Antiacadémisme et appétit de nouveauté » semblent répondre ces images, et c'est ce qui nous les rend proches.
G.B.



POLAR LE CHŒUR DES PAUMÉS, Gene Kerrigan, traduit de l'anglais par Franck Reichert, Folio policier, Gallimard, 2012, 480 pages, 8,10 euros

Un temps présenté comme le « Tigre celtique », et donc comme un modèle de réussite, l'Irlande est vite tombée de son piédestal néo-libéral. Dans les pas de l'inspecteur Harry Synnott, ce sont les perdants de la mondialisation que nous rencontrons : une jeune veuve un peu junkie, une jeune femme violente, un couple braqueur... Celles et ceux à qui il ne reste que les petits trafics pour pouvoir s'en sortir. Et qui rêvent de rejoindre les rangs de ceux qui rêvent, comme le fils de Synnott, d'entrepreneuriat cool et branché. Mais cet espoir est tout aussi vain que l'idée qu'il est possible d'être flic et intègre. Au pied des buildings flambant neuf de Dublin, dans une Irlande bouleversée, se jouent les drames quotidiens de l'impitoyable compétition économique. Un polar classique mais bien construit, loin des images d'Épinal de la verte Erin.
Henri Clément



LIVRE CERTAINES N'AVAIENT JAMAIS VU LA MER

Julie Otsuka, traduction de Carine Chichereau, Phébus 15 euros
À la fin du XIX^e siècle, on fit venir en Californie des dizaines de milliers de Japonais pour travailler dans les vergers et les champs, puis la pression des « Liges d'exclusion asiatique » restreignit cette immigration masculine. De 1908 à 1924, on leur permit néanmoins de faire venir des Japonaises épousées sur photo. Tel est le prolétariat féminin, doublement exploité et encore moins coûteux pour les patrons, qui forme le sujet à voix multiples de ce « roman », ou plutôt de cette petite épopée excellemment traduite, synthétisant à peu près tout ce qu'on peut savoir de la vie de ces femmes avant leur enfermement dans les « camps de relocalisation » institués après Pearl Harbour. Si J. Otsuka, « *Japanese American* » elle-même, écrit lentement, au stylo, dans des carnets « girly » fabriqués au Japon, son ton est des plus vifs, et son livre est des plus vrais.
G.B.



LIVRE LES ÉTRANGERS

Sándor Márai, traduit du hongrois par Catherine Fay, Albin Michel 22 euros.
Márai (1900-1989), romancier hongrois communiste et antifasciste qui dut s'exiler en 1948, dénoncé comme « auteur bourgeois » par Lukács, a laissé une œuvre considérable dont on commence à mesurer l'intérêt en France grâce à la douzaine de traductions publiées par ce même éditeur. Ce roman en partie autobiographique, publié en 1930 et présenté pour la première fois au public français, se distingue par son ton et ses qualités d'observation hors du commun. Il y est question de Paris et de la France des années 1920 (où Márai séjourna six ans comme correspondant de la *Frankfurter Zeitung*) et de l'accueil inégal qu'y rencontre le narrateur, jeune intellectuel expatrié condamné aux « petits boulots ». Remarquablement traduit, ce récit offre aussi une histoire d'amour fou se terminant fort mal, vision prophétique de ce qui attendait la France et l'Europe au seuil des années 1930.
G.B.



EXPO « BOHÈMES » AU GRAND PALAIS

Cette exposition généreuse explore l'intrication de mythes et de réalités développée autour des Tsiganes depuis la Renaissance jusqu'à l'actualité la plus récente, livrant sur ce thème populaire une belle leçon d'histoire des arts et des mentalités.

Curieux pays où l'on apprend le français en récitant « *Ma Bohème* » mais où le *Figaro*, le jour de la présentation de l'exposition à la presse, ose titrer ainsi un de ses articles : « *Roms : un réseau exploitateur (sic) d'enfants démantelé* » ! Pays où philosophes, politiques et publicitaires ont constamment encouragé la « mobilité sociale » ou géographique, vanté « les objets nomades », imaginé le type du « bourgeois bohème » aussi caricatural que le « beauf », tandis qu'on ne cessait d'y persécuter les migrants et les « sans domicile fixe », jusqu'à décider tout récemment de maintenir le honteux « carnet de circulation » pour les gens du voyage ! Pays où l'on continue de chasser les Roms de leurs pauvres refuges au mépris des lois et des circulaires, mais où l'on peut voir jusqu'au 14 janvier cette grande exposition (plus de 200 œuvres dont certaines de premier ordre) conçue par la Réunion des musées nationaux sous le gouvernement précédent, sans qu'elle ait rien perdu de sa force critique sous celui qui lui a succédé au nom du « changement » ! Pour schématiser et suivre aussi le cheminement de l'exposition, il y eut, et il y a encore, d'un côté les bohémiens de plein air, les « vrais » et en même temps les plus mythifiés et voués de ce fait aux pires persécutions, jusqu'à l'extermination de masse. Et de l'autre, les bohémiens d'intérieur, à peine abrités du froid et de la pluie dans leurs mansardes, se reconnaissant ou reconnus par d'autres comme frères de misère des premiers, et développant une nouvelle légende, cette « bohème » artistique étant elle aussi parfois sur les routes comme dans le fameux sonnet de Rimbaud dont on peut voir au Grand Palais le manuscrit original avec divers autres documents concernant

également Verlaine. D'un côté la Esmeralda et Carmen, de l'autre la *Vie de Bohème* de Murger et l'opéra qu'en tira Puccini, mais encore tout ce que cette exposition montre d'antérieur et de postérieur à ces développements romantiques, depuis *l'Homme trompé par des Tsiganes* dessiné par Vinci vers 1493 jusqu'à *l'Album tzigane* d'Otto Müller (1926-27), suite de lithographies accrochée en première place de l'exposition nazie de 1937 dénonçant « l'art dégénéré ». Vinci ouvre l'exposition sur « *la longue route des bohémiens* », Müller clôt ce qu'elle relate du « *mythe de la bohème* », entre volonté d'émancipation et impuissance à dissiper mythologies racialistes et fantasmes xénophobes dont restent traversées la réalité des Tsiganes et celle de tous les autres Européens. On ne dira rien ici des surprises ménagées dans ce parcours par Robert Carsen, étonnant metteur en scène qui partage pleinement les positions humanistes et critiques de Sylvain Amic, le maître d'œuvre de cette manifestation non seulement recommandable, mais admirable à maints points de vue. Le volumineux catalogue qui l'accompagne se signale autant par l'abondance de sa documentation venant commenter et compléter



Gustave Courbet (1819-1877). *La Bohémienne et ses enfants* (1853-1854). Huile sur toile, 191,5x165,5cm. Collection privée.

très largement les œuvres exposées que par la qualité de ses textes éclairant un demi-millénaire d'histoire soit plaisante soit tragique, l'ouvrage s'avérant aussi bien conçu pour faire évoluer les idées que l'exposition du Grand Palais pour modifier les regards.

Gilles Bounoure

DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES

Le patient reste le « pigeon » et la Sécu le « dindon de la farce »

La ministre de la Santé Marisol Touraine annonçait une réforme majeure pour l'accès de tous aux soins : les dépassements d'honoraires seraient contenus dans des limites raisonnables. Les négociations se concluent par un véritable fiasco, les dépassements seront sans limite.

Les tarifs des spécialistes à honoraire libre (secteur 2) seront pratiquement libres. Une limite de 2,5 fois le tarif remboursable est certes fixée aux dépassements (pour une consultation : 70 euros au lieu de 28) mais sans contrainte réelle. Les consultations au-delà de 70 euros seront considérées abusives uniquement si elles sont répétitives. De très éventuelles sanctions pourront être prononcées par d'autres médecins dans le cadre de procédures complexes.

Les médecins qui ne dépasseront pas au-delà de 100% les tarifs pourront signer « un contrat d'accès aux soins » et être exonérés de cotisations sociales s'ils reçoivent sans pratiquer de dépassements les patients en CMU (ce qui est déjà obligatoire... en théorie) et ceux qui bénéficient de l'Aide à la complémentaire santé (ACS).

L'accès aux soins plus difficile

De nombreux médecins seront ainsi incités à pratiquer davantage de dépassements d'honoraires « raisonnables ». Les difficultés pour trouver des médecins dans le secteur 1 seront accrues. La Sécu ne rembourse déjà plus que 55% des soins courants. Le champ de la protection sociale sera modifié au profit des mutuelles et surtout des assurances privées qui rognent chaque année une part supplémentaire « du marché » de la santé. C'est un risque majeur pour la Sécu devenu minoritaire dans la part de remboursement ! Ce résultat n'est pas surprenant quand on voit qui était autour de la table de négociations. La Sécurité sociale était représentée par Frédéric Van Rookeghem, ancien directeur chez AXA et dans des cabinets ministériels de droite, nommé directeur de la Cnam par le gouvernement en 2004 et maintenu à son poste par la gauche. Pas de représentants démocratiquement élus des assurés sociaux. La démocratie sociale a été éliminée par les ordonnances de 1967 et les lois Juppé de 1994.

Quant aux médecins libéraux, les déclarations de leurs représentants sont révélatrices : ainsi les interventions de M. Chassang, Président de la CSMF¹, à l'émission de télévision « C dans l'air » : les consultations des personnes âgées doivent être majorées de 10 euros car « elles mettent plus longtemps à se déshabiller » (il a obtenu gain de cause !). Les dépassements d'honoraires ne doivent pas être limités car « le patient doit demander au médecin son tarif puis exposer ses éventuelles difficultés financières ». Et pour conclure : « il ne voyait pas pourquoi on ne pourrait pas s'enrichir avec la santé » !

La sécu en péril

Enfin, l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire (Unocam) regroupe les mutuelles et les assurances. Il n'y a pratiquement plus que les statuts qui les différencient. Elles ont les mêmes pratiques (remboursements variables selon les contrats et cotisations...) et rêvent de se substituer à la Sécu. On comprend donc pourquoi l'Unocam a signé l'accord !

L'issue de cette négociation illustre la politique de ce gouvernement, sourd et intransigent envers les besoins des classes populaires, mais capitulant à la première occasion devant les exigences et les chantages du patronat et des couches sociales les plus aisées. Pour s'opposer à cette politique et faire reculer le gouvernement, le seul moyen est la mobilisation unitaire, avec les associations de malades, les syndicats, les partis de gauche. C'est la voie tracée par les centaines de médecins qui ont signé l'appel du « Mouvement des médecins solidaires »² contre les dépassements d'honoraires et par le collectif unitaire « Notre santé en danger » dont le NPA est partie prenante.

S. Bernard, J.C. Delavigne

1. Confédération des syndicats médicaux français
2. « La Santé, un droit pour tous » : collectifsante33@free.fr



ITALIE Aquila victime des négligences

Les membres de la « Commission Grands risques » ont été condamnés à six ans d'emprisonnement. Ils ont donné « des informations inexactes, incomplètes et contradictoires » sur la dangerosité des secousses sismiques enregistrées pendant les six mois qui ont précédé le 6 avril 2009 quand un tremblement de terre a détruit la ville médiévale d'Aquila, tuant 309 personnes à 3 heures 32 du matin.

Le procureur avait demandé quatre ans mais ce n'était pas assez pour le juge du tribunal du chef lieu des Abruzzes qui a prononcé le 22 octobre la condamnation des experts. Ceux-ci participaient à la réunion du 31 mars 2009 sur la série de secousses qui depuis des mois troublaient la vie de cette ville de plus de 70 000 habitants au centre de l'Italie.

« Il a cru en l'État »

Les sept experts et savants furent accusés d'homicide par imprudence, désastre et lésions graves. La défense a mis en avant l'impossibilité de prévoir les tremblements de terre, une position qui a été soutenue par des chercheurs internationaux. Des circonstances atténuantes ont été accordées à Franco Barberi, Enzo Boschi, Mauro Dolce, Bernardo de Bernardinis, Giulio Selvaggi, Claudio Eva et Gianmichele Calvi. Au-delà de la condamnation à six ans, ils ont été condamnés aussi à l'interdiction à vie d'occuper des fonctions publiques.

Comme le disait le fils d'une des victimes après la lecture de la sentence : « Si je n'avais pas été rassuré par la Commission, je ne serai pas là ». Ce témoin s'appelle Guido

Fioravanti et ce procès a eu lieu parce qu'il s'est présenté à la justice en disant : « Mon père est mort parce qu'il a cru en l'État ». Cela a été le point de départ. À ce moment-là, dans les maisons d'Aquila, personne ne parlait d'autre chose.

Les journaux les plus liés au gouvernement de l'époque, le gouvernement Berlusconi, ont soulevé de grandes polémiques au sujet de la sentence, se disant scandalisés par ce qu'ils ont décrits comme une condamnation pour ne pas avoir prévu le tremblement de terre. Il *Giornale*, dont le propriétaire est Berlusconi a titré que des gens ont été condamnés « parce qu'ils n'étaient pas des magiciens ». Mais la réalité est tout autre.

Pas un procès contre la science

Il n'y a eu ni chasse aux sorcières, ni procès contre la science. Ce sont six personnes qui ont fourni « des informations imprécises, incomplètes et contradictoires sur la dangerosité de l'activité, sismique rendant inutiles les activités de tutelle de la population », manquant ainsi aux devoirs d'évaluation du risque en rapport avec leur fonction. Ils ont poussé les victimes à rester dans

les maisons. Il ne s'agissait pas de prévoir un tremblement de terre mais d'évaluer la situation comme dangereuse.

Le véritable objectif de la « Commission grands risques » n'était pas en fait d'évaluer les facteurs de risque mais de convaincre la population et les médias. Emblématique de tout cela était la conversation téléphonique entre le chef de la protection civile de l'époque, Guido Bertolaso et l'adjoint à la protection civile de la région des Abruzzes. Le chef de la Protection civile y a dit textuellement : « Eux qui sont les plus grands experts en tremblements de terre diront : c'est une situation normale... ce sont des phénomènes qui se produisent... c'est mieux qu'il y ait cent secousses au niveau quatre sur l'échelle Richter plutôt que le silence, parce que cent secousses permettent de libérer l'énergie et qu'ainsi il n'y aura jamais une grande secousse fatale... T'as compris ? ». L'adjoint a répondu : « Parfaitement ».

Après avoir trompé la population en niant le risque, le centre-droite essaie maintenant de mystifier l'interprétation de la sentence.

Checchino Antonini

DOPAGE

Capitalisme sportif

Lance Armstrong a été destitué de ses sept Tours de France. La décision devrait avoir l'effet d'un cataclysme. Mais non !

Certes, tout le monde se doutait, de révélations en confessions de repentis, qu'évidemment un homme atteint d'un cancer des testicules – déjà considéré comme symptomatique de pratiques dopantes –, ne pouvait revenir à un tel niveau sans une « assistance chimique » (pour parler comme la Stasi de l'ex RDA). Il aura fallu des années d'enquêtes, des scandales à la chaîne, et surtout l'intervention massive, pas franchement désirée, de la police et de la justice (à l'instar de ce qui s'était produit en 1998 à Tarascon-sur-Ariège) pour qu'un rapport accablant de l'Agence antidopage américaine contraigne l'UCI (dont on connaît le peu d'enthousiasme en la matière, illustrée à merveille par son conflit permanent avec l'Agence française de lutte contre le dopage) à se résoudre à faire de l'ancienne idole de Nicolas Sarkozy le dernier bouc émissaire en date du cyclisme.

Pour nous annoncer au final, que désormais, l'environnement du vélo avait changé, une fois de plus. La présentation du nouveau parcours de la grande boucle 2013 fut donc dans la foulée de nouveau l'occasion de parler d'une épreuve qui retrouverait l'amour du public pour la énième fois...

Question de productivité

Comment expliquer cette situation ? Tout simplement parce que le dopage ne constitue en rien une anomalie ou une tricherie qui viendrait pourrir un univers sain imprégné de l'idéal de Coubertin et sa nostalgie antique. Sans oublier le présupposé indiscutable de l'apport bénéfique du sport pour la santé, alors que dans la réalité les joueurs de football américain affichent par exemple une espérance de vie inférieure de 20 ans à la moyenne !

« Laissez moi tranquille, tout le monde se dope », clamait déjà en son temps Jacques Anquetil. Et pour une bonne raison structurelle, le sport professionnel demeure d'abord, certes avec de fortes particularités, une branche du capitalisme culturel. Ses « patrons » attendent de leurs salariés une « productivité » de plus en plus accentuée. Or, pour les « forçats de la route » (qu'importe leur discipline), leur outil reste d'abord leur corps. Pourquoi donc se priver des moyens d'augmenter ses capacités en usant de tous les moyens nécessaires, que ce soit pour « exploser » sur un 100 mètres ou se remettre d'une blessure afin de rester désirable sur le Mercato.

Derrière les mythes

Naturellement il faut vendre ensuite la marchandise. Et le fond de commerce se situe d'abord sur le plan idéologique. Le fair-play, l'exemplarité, le respect des règles entre « gentlemen », le principe de l'égalité des chances... Autant de « mythes mobilisateurs » qui enflent la valeur économique de la médaille, aux yeux de ceux qui la sponsorisent, de ceux qui retransmettent le match ou qui organisent la compétition. On comprend mieux pourquoi le mouvement sportif, les fédérations internationales et le CIO, furent finalement plus que réticents à livrer cette bataille. Au passage la volonté de certains États, dont la France, d'instaurer une très répressive législation sur ce chapitre amena à un contrôle de la vie des sportifs, via par exemple la géolocalisation permanente, ce qui pose gravement la question du respect de leurs droits individuels.

Bref, on tape sur des sportifs, certes consentants et souvent très fortunés, sans jamais s'en prendre à ceux qui perpétuent un système qui conduit inévitablement à la pérennisation du dopage généralisé. Cela ne vous rappelle rien ?

King Martov



GRÈVE À LA SNCF : Une reprise encourageante!

Le bilan de la grève du jeudi 25 octobre à la SNCF est encourageant. La moyenne des grévistes a été approximativement de 30% à l'exécution (avec des pics au dessus des 50% en Paca et dans le Limousin), même si elle est bien inférieure à la maîtrise et chez les cadres. Mais ces chiffres nationaux cachent une grande disparité selon les métiers et les régions. Par exemple, dans certains établissements (une minorité), des assemblées générales ont été organisées et la grève a été reconduite plusieurs jours sur des thématiques locales. Globalement, il ne s'agit pas d'une déferlante, mais plutôt d'un début de remobilisation : cette grève est pratiquement la première grève nationale unitaire après la défaite des retraites en 2010 (21 jours de grève à la SNCF)... Depuis deux ans, les cheminots s'étaient repliés sur des luttes locales et dispersées, contre les réorganisations permanentes. Cette grève nationale démontre donc qu'une page est tournée, d'autant plus que c'est la première grève face au nouveau gouvernement socialiste.

Les mots d'ordre de la grève étaient les questions-clés de la période : l'emploi (30 000 emplois supprimés à la SNCF en dix ans) et les salaires (les cheminots ont perdu 20% de pouvoir d'achat en 20 ans).

Mais, en toile de fond, il y a aussi les menaces qui se précisent sur le statut des cheminots et sur la réglementation du travail à la SNCF (le RH 077) : dans la foulée des Assises du ferroviaires de Sarkozy, le gouvernement socialiste s'appête à lancer une grande réforme ferroviaire visant à faire baisser « le coût du travail » des cheminots (quel manque d'originalité...). Sous prétexte d'ouverture à la concurrence, le gouvernement et la direction SNCF veulent aligner les droits sociaux et les conditions de travail des 150 000 cheminots SNCF sur ceux des 2 000 cheminots du privé, et pas le contraire évidemment...

Dans les mois qui viennent, la situation sociale à la SNCF pourrait donc bien se réchauffer. Et c'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la grève du 25 octobre : un début de remobilisation avant une bataille sans doute décisive.

Gabriel LAFLEUR

14 NOVEMBRE : Journée européenne contre l'austérité

Des millions de salariés en grève, rejoints dans les manifestations par des étudiants, des chômeurs, des retraités... Voilà ce qui nous attend le 14 novembre !

Depuis l'appel à la grève générale « contre l'exploitation et l'appauvrissement » lancé par la GTP, le principal syndicat portugais, les grandes centrales syndicales espagnoles, grecques, chypriotes et maltaises ont pris la décision d'appeler elles aussi les salariés de leur pays à se mettre en grève ce jour-là.

Il faut dire que le niveau des mobilisations dans ces pays est depuis plusieurs mois d'une intensité exceptionnelle. Au Portugal par exemple, les manifestations ont permis le 22 septembre de faire reculer le gouvernement qui voulait adopter une mesure de transfert de 2 milliards de cotisations sociales des poches des salariés vers celles des employeurs. Cette grève générale coordonnée est donc une décision de bon sens prise sous la pression

populaire : s'unir contre la Troïka, qui conditionne l'aide aux États endettés à l'adoption de plans d'austérité, et s'unir face aux gouvernements qui les appliquent. Dans cette situation, la Confédération européenne des syndicats a même lancé un appel « à une journée d'action et de solidarité » partout en Europe le 14 novembre.

Nous sommes concernés : depuis l'adoption scandaleuse du TSCG (traité européen) par le Parlement français, il est évident que le gouvernement Hollande est aussi prompt à appliquer les mesures d'austérité que le sont les gouvernements du sud de l'Europe.

On souhaitait donc que la réunion intersyndicale du 26 octobre, en présence de la CFDT, la CGT, la FSU, l'UNSA et Solidaires, soit elle aussi à la hauteur de

la solidarité internationale et du combat nécessaire contre l'austérité généralisée. Il en sort un appel « à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large ». Espoirs déçus.

Nous devons pourtant, partout où des luttes se mènent contre l'austérité, partout où des collectifs unitaires existent, essayer de mobiliser largement ce jour-là. Le cadre unitaire contre l'austérité et la dette, qui a notamment organisé la manifestation le 30 septembre contre le TSCG, appelle « à soutenir et à participer aux manifestations organisées à l'initiative de l'Intersyndicale ». La réussite de cette journée sera un pas supplémentaire vers l'Europe que nous voulons, celle des luttes des peuples grecs, espagnols et portugais !

Vanina Giudicelli



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

AIR FRANCE Vers une remobilisation ?

« À partir du 26 octobre 2012, transformons notre colère en action », tel était le titre du tract distribué dans tout Air France par la CGT.

Avec un petit problème, la nouvelle convention d'entreprise entérinant les attaques contre les salariéEs était signée depuis mercredi 10 octobre par les syndicats CGC, CFDT et FO. Une nouvelle convention de 96 pages où de nouvelles attaques (possibilité de changer les horaires trois jours à l'avance avec des semaines courtes et des semaines longues, perte de cinq jours RTT, niveaux d'emplois moins élevés pour diminuer les hausses de salaire liées aux promotions...) s'ajoutent à celles de l'été (baisse du calcul de l'ancienneté aboutissant à une perte de salaire de 10% sur les dix prochaines années). Et pendant tout ce mois de septembre jusqu'au 10 octobre, à aucun moment la CGT n'a diffusé ce document aux salariéEs alors qu'elle participait aux réunions de négociations ! Le premier tract CGT alertant les personnels date du 8 octobre seulement et

ne détaille pas les mesures, alors que le texte avait été présenté au comité central d'entreprise du 27 septembre...

Une journée mitigée

L'appel à une grève générale reconductible le 26 a donc laissé perplexe plus d'un salariéE. Suivant les endroits, quelques sections SUD ou Unsa se sont jointes à l'appel avec un résultat très mitigé. Échec des rassemblements sur les sites industriels qui s'étaient mobilisés fortement fin juin, quelques retards et annulations de vol, une manifestation de quelques centaines de salariéEs à l'escale de Roissy marquée par des affrontements avec les CRS qui interdisaient l'accès aux banques d'enregistrement. Et une minorité de grévistes profitant pour la plupart d'un départ anticipé la veille des vacances scolaires.

Victoire juridique

La grande majorité des personnels oscille entre démoralisation et attentisme. Les cartes CFDT et

FO sont déchirées, les délégués de ces syndicats sont montrés du doigt par les salariéEs en colère. Et tous attendaient le rendu du tribunal tenu le 11 octobre, qui statuait sur la perte de représentativité de la CGC, demandée par Sud Aérien et la CGT.

Le jugement vient de tomber mardi 30 octobre et déclare la CGC non représentative. C'est une victoire importante qui va remonter le moral des salariéEs car il empêche à l'avenir cette bande des trois coquins d'atteindre les 30% nécessaires à la signature d'accords pourris. Et pourrait peut-être remettre en cause la signature du plan Transform puisqu'il est la conséquence de bulletins de vote non conformes (élection de juin 2011).

La direction va être contrainte de ralentir le rythme, des affrontements sont à venir autour du temps de travail et les jeunes commencent à se mobiliser, par exemple à l'atelier réacteur ou les sanctions pleuvent pour forcer l'augmentation de la productivité... Des mobilisations à venir !

Joel Le Jeannic

TECHNICOLOR Imposer l'interdiction de tous les licenciements



(DR)

La liquidation judiciaire de Technicolor/Thomson-Angers a été prononcée le 11 octobre. La « technicolère » des 350 salariéEs s'était immédiatement manifestée par le blocage du boulevard devant l'usine et l'occupation de celle-ci. Car le groupe Technicolor a délibérément placé sa filiale angevine en déficit. En ne lui laissant ni le choix de sa production (des décodeurs) ni celui de ses prix (fixés au dessous du coût de

production). En mai, la direction avait eu le culot de mettre sa dernière usine européenne en vente avec ses salariéEs sur une petite annonce des Échos... Aujourd'hui, elle se permet d'envoyer des propositions de reclassement en... Australie ! Du côté gouvernemental, après les belles paroles, aujourd'hui c'est l'impuissance, voire la complicité. Le 5 octobre, la ministre des PME, Fleur Pellerin, avouait aux salariéEs qu'elle n'avait pas réussi à

prendre langue avec les dirigeants du groupe... Sans doute parce qu'elle ne « croit pas à la lutte des classes dans les PME » comme elle vient de le déclarer au Parisien. Seules l'agglomération et la ville (PS) tentent encore de faire bonne figure, notamment par la préemption des terrains et leur souhait déclaré de racheter l'usine, offrant ainsi quelques 14 millions d'euros aux actionnaires de Technicolor !

L'usine est occupée de 9 heures à 16 heures chaque jour depuis le 11 octobre, la « technicolère » des salariéEs reste intacte.

Dans ce contexte, la manifestation de solidarité avec les salariéEs qui avait été appelée le 17 octobre par l'intersyndicale Thomson Angers CGT-CFDT-CGC fut un succès avec près de 1 000 participantEs sous une pluie battante. Les militantEs du NPA 49 étaient présents, ainsi que Philippe Poutou. Des représentants nationaux du PCF (Éric Corbeaux - Front des luttes), du PG et de LO (Eddy Le Beller), étaient également présents, et se sont aussi adressés aux salariéEs dans le grand hall du site. Les interventions PG

et PCF sont essentiellement restées sur le terrain d'une loi contre les licenciements dits « boursiers » ; celle de LO fut centrée sur la dénonciation du capitalisme et d'un gouvernement complice. Seule l'intervention (très applaudie) de Philippe a articulé les mots d'ordre d'interdiction des licenciements, de réquisition et de la nécessaire convergence des luttes pour y aboutir.

Vendredi 26 octobre, les lettres de licenciements arrivaient au domicile des salariéEs. Et aujourd'hui, pour le personnel, à côté du refus des licenciements, émerge le souhait de voir la direction de Technicolor déboursier des primes extralégales à la hauteur de la violence qu'ils subissent. Une bataille juridique autour du plan social est également engagée par l'intersyndicale.

Le groupe Technicolor vient d'annoncer une progression de 11% de son chiffre d'affaire au troisième trimestre, l'action a bondi de 5% dans la journée de vendredi. C'est bien d'un grand « tous ensemble » dont nous avons besoin, pour imposer l'interdiction de tous les licenciements.

CorrespondantE

Opposition de gauche toulousaine. La manifestation unitaire toulousaine d'interpellation des congressistes du Parti socialiste, ce samedi 27 octobre, « *Le changement, c'est pour quand ?* », a rassemblé un millier de manifestants qui ont battu le pavé de la place Esquirol à la place du Salin.

En tête, les Sanofi avec leur intersyndicale au complet (CFDT-SUD-CGT-CFTC-FO-CGC), remontés contre Montebourg qui, le 24 septembre, veille du CCE, s'est fait le porte-parole de \$anofric, trahissant sa promesse de se « *tenir à leurs côtés* », et l'intersyndicale France 3 Midi-Pyrénées, en grève illimitée à compter de ce vendredi 26 octobre à minuit, autour du camion sono intersyndical Solidaires, FSU et CGT... Suivaient les associatifs, avec une forte représentation d'ATTAC 31, en pointe depuis la manif du 30 septembre contre le TSCG pour dénoncer « *L'Europe austéritaire* », les comités locaux du Collectif dette (CAC 31), le DAL... Puis les politiques, avec un Front de Gauche presque au complet, puisqu'une délégation de militantEs du PCF avait passé outre la consigne de leur secrétariat départemental de ne pas participer à la manifestation, avec un Parti de Gauche très fortement représenté, GA, C&A, PCOF et Fase... Juste devant EÉLV, le NPA 31 fermait la marche, avec sa banderole toute fraîche peinte pour la circonstance : « *De gauche comme de droite, l'austérité on la combat* ».

En fin de manifestation, ont pris la parole : l'intersyndicale des Sanofi, celle de France 3, le PG, EÉLV et le NPA. La conclusion est revenue à Solidaires, parlant aussi pour la FSU et la CGT, avec un appel à mettre le paquet pour le 14 novembre. Car tout le monde de cet embryon d'opposition de gauche toulousaine souhaite que les intersyndicaux des Sanofi et de France 3 prennent l'initiative de lancer une interpro

intersyndicale des boîtes en lutte pour préparer un 14 novembre de grève et de manifestation. À Toulouse, c'est du côté du sud de l'Europe que nous tournons nos regards, avec la ferme intention de tout faire pour nous associer à la grève générale qui s'y prépare. Acte 1, scène 1 donc, de la naissance d'une opposition de gauche toulousaine à la politique sociale-libérale du gouvernement Ayrault. La scène 2 sera le 14 novembre. La scène 3 est à construire : le CAC 31, cette fois-ci avec toutes ses composantes du FdG (PCF compris), EÉLV, le NPA, Attac et ses trois syndicats, Solidaires, FSU et CGT, organise un meeting avec des porte-parole nationaux, le 29 novembre contre l'austérité de la Troïka, de Hollande et de Ayrault, pour une Europe sociale, écologiste et démocratique.

À Paris, les expulsions c'est maintenant...

Le 27 octobre, Cécile Duflot reçoit les associations défendant les sans-papiers et « *n'exclut pas d'appliquer la loi de réquisition des logements vides* ».

Le 28 octobre, un SDF meurt de froid dans la rue à Paris. Mort d'être trop pauvre pour se loger ! Le 29 octobre, à 6 heures du matin et par une température de 6° le squat du 260 rue des Pyrénées dans le XX^e arrondissement de Paris est évacué par les flics. Les « *Mal logés acharnés* » qui soutenaient le squat dénoncent sur leur site les méthodes de guerre civile utilisées pour déloger la dizaine de mal-logés : 150 flics en uniforme et une cinquantaine en civil, des spots montés sur des mâts télescopiques, des policiers cordistes entrés par le toit pour ouvrir la porte de l'intérieur. Bilan : expulsions, contrôles d'identité, cinq personnes dont un bébé qui obtiennent un hébergement d'urgence d'une semaine dans un hôtel à 40 km de Paris. Ce n'est sûrement pas comme cela qu'on réglera le

problème du logement ! Et dans le XX^e, la mairie socialiste qui aurait pu assister ces gens sans logement à l'arrivée des grands froids a préféré se protéger elle-même en faisant stationner trois cars de flics devant la mairie. À quoi servent les déclarations de Cécile Duflot ? Ce n'est pas avec des opérations de com qu'elle permettra aux centaines de milliers de personnes sans abri ou menacées d'expulsion de se loger pour l'hiver. Combien de temps encore les spéculateurs seront-ils protégés par des pouvoirs publics qui n'appliquent pas les lois et combien de temps les forces de police seront-elles utilisées contre ceux qu'elles devraient aider ? Exigeons la réquisition immédiate des 100 000 logements vides, c'est possible, c'est une question de volonté politique.

Sarlat: manifestation pour l'hôpital.

Jeudi 25 octobre, plus de 500 manifestants venus de Sarlat (Dordogne), mais aussi du Lot et de la Corrèze se sont rassemblés pour la défense de l'hôpital suite à un appel de l'intersyndicale. Salariés de l'établissement, usagers, éluEs étaient présents. Le drame de l'accouchement mortel sur l'A 20 était dans tous les esprits.

À Sarlat, après la fermeture de l'unité de soins continus, d'autres projets de restructuration sont en cours dont la chirurgie. C'est une manifestation dynamique et se faisant entendre fortement qui a défilé dans les rues de la ville pour aller voir le député PS, Germinal Peiro. Ce dernier est venu s'expliquer devant les manifestants, les a assuré de son soutien local, mais a soutenu la politique du gouvernement avec les

Souscription 2012

Pas d'austérité pour le NPA !

La souscription permet une déduction fiscale :
Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 !

Moyennant un peu de patience avant le remboursement :
Vous pouvez donc multiplier votre don par trois

Deux moyens de paiement :
Le chèque et la carte bleue en ligne

Un seul lien pour donner en ligne :
www.npa2009.org/souscription

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :
**NPA Souscription 2012
2 rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil**

Un seul ordre pour vos chèques :
NPA Souscription

Une seule limite de datation et d'envoi :
Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :
Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :
Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions :
souscription@npa2009.org

arguments actuels (c'est la faute à Sarkozy !), refusant de se prononcer sur l'abolition de la loi Bachelot. Ce qui n'a pas convaincu, plusieurs manifestants lui rappelant que le droit à la santé était au dessus des profits et de la rentabilité. Nous avons distribué un tract du NPA sur les dépassements d'honoraires qui a été bien reçu. À la fin de la manifestation une partie des manifestants s'est réuni en assemblée générale et a décidé la création d'un comité de défense de l'hôpital qui a adhéré à la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité. Des initiatives sont en cours.

Presstalis : manifestation devant le ministère de la Culture et de la Communication.

À l'initiative du SGLCE-CGT, une manifestation a été organisée, le mercredi 24 octobre, devant le ministère de la Culture et de la Communication, pour « *refuser la casse de Presstalis et la fin du système de distribution de la presse* ». 400 personnes ont participé à ce rassemblement. Une délégation a été reçue par un membre du cabinet de la ministre soutenues par

Marie-George Buffet, députée communiste, membre de la Commission des Affaires culturelles et de l'Éducation, Olivier Besancenot, du SNJ-CGT, l'UD-CGT de Paris, l'UD-CGT de la Seine Saint Denis, les délégués syndicaux de la CGC, FO et de la CFDT. Des délégations de province du SGLCE ont participé à ce meeting et le délégué de la SAD de Lyon. Soutien également de l'Urif, Filpac et de la Fédération CGT de la Culture. Ceci renforce la détermination de toutes celles et ceux qui refusent les licenciements, la casse des statuts et le démantèlement de l'entreprise. À l'issue des interventions, une large délégation a été reçue par un membre du cabinet de madame la ministre et par la directrice de la DGMIC. Les organisations syndicales ont développé leurs points de vue devant leurs interlocuteurs gouvernementaux qui ont affirmé les avoir entendus. La mobilisation et l'action unie restent de mise. Le SGLCE a réuni ses militants dans les entreprises et organisé un meeting régional au centre de traitement de Gonesse (Val-d'Oise) pour faire le point sur la situation et définir les situations à venir.

MANIF ANTIFASCISTE L'extrême droite ne passera pas !



À la suite de l'occupation de la mosquée de Poitiers par les Identitaires, 350 personnes – militantEs de partis de gauche, d'associations antiracistes, syndicalistes, et citoyenNEs habitant le quartier – ont manifesté jeudi 25 octobre dans l'unité pour dire non au fascisme et au racisme. (DR)

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: Ross Harrold
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®